

RÈGLEMENT N° 244-2015

RELATIF AUX COLPORTEURS ET AUX COMMERÇANTS ITINÉRANTS

ATTENDU QUE le Conseil municipal de Cap-Chat désire encadrer l'exercice du commerce itinérant et la sollicitation de porte en porte;

ATTENDU QUE le présent règlement remplace et abroge le Règlement 246-98 et ses amendements intitulé Règlement sur le colportage;

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement a été donné à la séance ordinaire du 6 juillet 2015;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par **LOUIS-SEIZE SERGERIE** et résolu unanimement que soit adopté un règlement, portant le numéro 244-2015, ordonnant et statuant ce qui suit :

ARTICLE 1 : PRÉAMBULE

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement tout comme s'il était ici au long reproduit.

ARTICLE 2 : DÉFINITIONS

Aux fins de ce règlement, les mots suivants signifient :

Colporteur :

Toute personne qui, sans en avoir été requis, porte elle-même ou transporte avec elle des objets ou marchandises avec l'intention de solliciter ou les vendre en circulant de porte en porte, dans les rues ou dans les endroits publics.

Commerçant itinérant :

Un commerçant qui, en personne ou par un représentant, ailleurs qu'à sa place d'affaires :

- sollicite un consommateur déterminé en vue de conclure un contrat ou;
- conclut un contrat avec un consommateur.

Cantine mobile :

Un véhicule équipé pour contenir, vendre et livrer des aliments divers préalablement préparés sur les chemins, places, stationnements, commerces, industries, usines, chantiers, garages ou autres lieux similaires.

ARTICLE 3 : PERMIS OBLIGATOIRE

Toute personne qui exerce une activité à titre de colporteur, commerçant itinérant ou opérateur de cantine mobile sur le territoire de la Ville doit obtenir, pour la période d'activité prévue, un permis délivré par l'officier responsable de l'émission des permis.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'ÉMISSION D'UN PERMIS

4.1 Toute personne, société ou compagnie désirant obtenir un permis pour agir à titre de colporteur ou commerçant itinérant à Cap-Chat est tenue de compléter une demande écrite sur un formulaire, dont un spécimen est joint au présent règlement comme annexe 1, comprenant les renseignements ou documents suivants :

- a) Les nom, adresse du domicile, numéro de téléphone et date de naissance du requérant.
- b) Les nom, adresse et numéro de téléphone de la corporation ou société qu'il représente.
- c) Une copie du permis délivré par l'Office de la protection du consommateur, lorsqu'applicable.
- d) Une copie des lettres patentes et de la déclaration d'immatriculation dans le cas d'une corporation, de la déclaration d'immatriculation dans le cas d'une société, et d'une pièce d'identité identifiant le requérant (par exemple: extrait de naissance, permis de conduire).
- e) Fournir une photocopie de l'enregistrement du ou des véhicules servant aux fins du commerce.
- f) La description sommaire des marchandises mises en vente et l'adresse du lieu d'exercice du commerce.
- g) La durée de la période d'activité.
- h) Une copie de tout permis exigé en vertu de toute autre loi applicable.
- i) Compléter une affirmation solennelle à l'effet que ni le requérant, ni aucun de ses représentants visés par la demande de permis, n'a été déclaré, au cours des trois (3) années précédentes, coupable d'un acte criminel ou d'une infraction au présent règlement ou à la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chap. P-40.1).

4.2 Les personnes suivantes ne sont pas tenues d'obtenir un permis de colporteur:

- celles qui vendent ou colportent des publications, brochures et livres à caractère moral ou religieux.
- celles qui sollicitent un don dans un objectif charitable et communautaire.
- toute personne exerçant son commerce ou faisant des affaires sur les lieux où se tient une exposition agricole, commerciale, industrielle, culturelle ou artisanale, un spectacle, un lancement d'un produit culturel ou un marché public.

4.3 Le délai pour l'émission du permis par l'officier responsable est de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date où le requérant a satisfait aux exigences de l'article 4.

ARTICLE 5 : TERRITOIRE AUTORISÉ POUR COLPORTEUR ET COMMERÇANT ITINÉRANT

La municipalité désigne tout endroit situé sur le territoire de la Ville de Cap-Chat pour exercer la fonction de colporteur ou commerçant itinérant.

ARTICLE 6 : CANTINE MOBILE

Toute personne désirant opérer une cantine mobile, motorisée ou non, sur le territoire de la Ville doit se conformer aux dispositions suivantes pour obtenir un permis:

- a) Détenir un permis de restauration et de vente d'aliments au détail émis par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.
- b) Obtenir un permis pour chaque cantine mobile.
- c) Payer les droits de permis annuels.
- d) Afficher ledit permis à un endroit visible à l'intérieur de la cantine mobile.

ARTICLE 7 : COÛTS DU PERMIS

Le présent règlement s'applique tant aux résidents qu'aux non-résidents de la municipalité.

7.1 Colporteur ou commerçant itinérant:

Pour toute personne, société ou compagnie ayant sa place d'affaires à Cap-Chat, le coût d'émission du permis sera de 100 \$.

Pour toute personne, société ou compagnie n'ayant pas sa place d'affaires à Cap-Chat, le coût d'émission du permis sera de 250 \$.

7.2 Cantine mobile:

Pour toute personne, société ou compagnie, le coût d'émission du permis sera de 100 \$.

ARTICLE 8 : PÉRIODE DE VALIDITÉ DU PERMIS

Le permis est valide pour une période d'un (1) an.

ARTICLE 9 : TRANSFERT

Le permis n'est pas transférable.

ARTICLE 10 : EXAMEN

Le permis doit être visiblement porté par le colporteur et remis sur demande, pour examen, à un agent de la paix ou à toute personne désignée par le conseil municipal qui en fait la demande.

ARTICLE 11 : AUTRES PERMIS OU TAXES

L'émission d'un permis en vertu du présent règlement ne dispense pas son titulaire de l'obligation d'obtenir tout autre permis, d'en acquitter le coût et toutes taxes ou autres redevances requises en vertu de la réglementation de la Ville.

ARTICLE 12 : REPRÉSENTATION PROHIBÉE

Un colporteur ou un commerçant itinérant ne peut s'autoriser d'un permis émis par la Ville pour prétendre que sa compétence, sa solvabilité, sa conduite ou ses activités sont reconnues ou approuvées par la Ville.

ARTICLE 13 : VENTE SOUS PRESSION

Il est interdit à tout détenteur de permis de faire de la vente sous pression ou de manière agressive.

ARTICLE 14 : AFFICHAGE DU PERMIS

Tout détenteur d'un permis émis en vertu du présent règlement doit l'afficher dans son établissement de manière à ce qu'il soit en tout temps exposé à la vue du public.

ARTICLE 15 : PÉRIODE DE SOLLICITATION

La période de sollicitation autorisée par un permis de colporteur ou de commerçant itinérant s'étend du lundi au samedi entre 10h et 19h.

ARTICLE 16 : INSPECTEUR MUNICIPAL

L'inspecteur municipal, un agent de la Sûreté du Québec ou tout représentant de la municipalité mandaté pour l'application du présent règlement, peut demander à un colporteur ou commerçant itinérant de lui montrer le permis exigé par le présent règlement.

ARTICLE 17 : RÉVOCATION DE PERMIS

Toute déclaration de culpabilité d'une personne pour une infraction au présent règlement entraîne automatiquement la révocation de son permis et l'interdiction d'exercer l'activité y prévue pour la période d'activité non écoulée.

ARTICLE 18 : SOLLICITATION PROHIBÉE PAR AFFICHAGE

Il est interdit au détenteur d'un permis de colportage de solliciter sur une propriété où est affichée lisiblement la mention « pas de colporteur » ou « pas de sollicitation ».

DISPOSITIONS PÉNALES

ARTICLE 19 : ÉMISSION DES CONSTATS D'INFRACTION

Tout agent de la Sûreté du Québec, inspecteur en bâtiment, directeur général et greffier sont chargés de l'application du présent règlement et, à ce titre, sont autorisés à délivrer, au nom de la Municipalité, des constats d'infraction pour toute infraction à l'une des dispositions du présent règlement.

ARTICLE 20 : AMENDES

Quiconque contrevient au présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais :

1. pour une première infraction, d'une amende d'au moins trois cent dollars (300 \$) lorsqu'il s'agit d'une personne physique et d'au moins six cent dollars (600 \$) lorsqu'il s'agit d'une personne morale.
2. en cas de récidive, d'une amende d'au moins cinq cents dollars (500 \$) lorsqu'il s'agit d'une personne physique et d'au moins mille dollars (1 000 \$) lorsqu'il s'agit d'une personne morale.

ARTICLE 21 : INFRACTION

Si l'infraction est continue, elle constitue jour par jour une infraction séparée.

ARTICLE 22 : NULLITÉ

Dans le cas où une partie ou une clause du présent règlement serait déclarée nulle par un tribunal compétent, les autres parties ou clauses du règlement ne seront d'aucune façon affectées par telle nullité.

ARTICLE 23 : ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur suivant la Loi.

ADOPTÉ À LA SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL TENUE LE 3 AOÛT 2015.

JUDES LANDRY
MAIRE

KEVEN GAUTHIER
DIRECTEUR GÉNÉRAL ET GREFFIER

ANNEXE 1
FORMULAIRE DE DEMANDE DE PERMIS
DE COLPORTEUR, COMMERÇANT ITINÉRANT OU CANTINE MOBILE

REQUERANT:

1. Nom : _____ **Prénom** _____

Date de naissance : ____/____/____

Adresse du domicile :

2. Compagnie ou société représentée :

Nom :

Adresse :

Téléphone : _____ Fax _____

3. Description sommaire des marchandises mises en vente :

Adresse et lieu d'exercice du commerce

4. Période de validité du permis :

Du ____/____/____ au ____/____/____ (maximum un (1) an)

5. Présentation des documents demandés :

Copie des lettres patentes: OUI NON NON REQUIS

Copie de la déclaration d'immatriculation: OUI NON NON REQUIS

Pièce d'identité: OUI NON NON REQUIS

6. Copie du permis délivré par l'Office de la protection du consommateur:

OUI NON NON REQUIS

7. Copie de tout permis exigé en vertu de toute autre loi applicable (ex. :MAPAQ):

OUI NON NON REQUIS

8. Bail ou entente de location :

OUI NON NON REQUIS

9. Copie du certificat d'immatriculation du véhicule automobile:

OUI NON NON REQUIS

Signé à Cap-Chat, ce _____ 20 ____

_____/_____/_____
Signature du requérant DATE

Approuvé :

_____/_____/_____
Signature de l'Officier responsable DATE

Refusé :

_____/_____/_____
Signature de l'Officier responsable DATE

Motifs de refus
